

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-baisse-frappe-villes-et-regions-d-Europe-de-plein-fouet>

La baisse frappe villes et régions d'Europe de plein fouet

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mercredi 11 janvier 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après avoir dégradé les notes de grands pays, les agences Moody's, Standard & Poor's et Fitch abaissent celles des villes et des régions européennes. Coupes claires dans les budgets en perspective.

María Dolores Cospedal a bien tenté de remonter le moral de ses électeurs. « La sueur d'aujourd'hui éloigne les larmes de demain », a relativisé la présidente de la région de Castille La Manche le 6 décembre dernier, lors des célébrations du « Día de la Constitución ». En vain.

Cela n'a pas permis d'égayer la fête d'anniversaire de la Constitution de 1978 qui a mené l'Espagne vers la démocratie. C'est que les environs de Tolède subissent un nouveau diktat : celui des marchés financiers.

A fin septembre, la région autonome affichait un déficit record pour l'Espagne (4,8% de son produit intérieur brut de 36 milliards d'euros, ou 44 milliards de francs) creusant une dette déjà trop profonde. Résultat : l'agence de notation financière Moody's a, le 19 octobre, abaissé la note de Castille-La Manche de cinq crans d'un coup (de A3 à Ba2).

Ce qui signifie que, selon Moody's, la capacité de remboursement de la région a très fortement diminué. La faute à la crise qui, depuis 2008, lamine le budget de nombreuses collectivités.

L'exemple illustre une tendance de fond : l'année dernière Moody's, ainsi que ses homologues Standard & Poor's (S&P) et Fitch ont dégradé les notes de dizaines de villes et de régions européennes. Lisbonne (A3), Florence (Aa3), Athènes (Caa3), Madrid (A1) ou la Wallonie (A1) en font partie. Tandis que Paris (AAA), Vienne (AAA), Rome (A) ou le Land de Saxe (AAA) ont été mis sous surveillance. Autrement dit : leurs notes devraient être dégradées dans les semaines à venir.

01. Incontournable austérité

Le problème pour les citoyens des collectivités concernées, c'est que le point de vue de Moody's et consorts a un impact sensible sur leur existence. Car lorsque l'un des « Big 3 » dégrade la note d'un émetteur de dette, celui-ci voit ses conditions d'emprunt se détériorer.

Les marchés financiers se réfèrent en effet à ces notes pour évaluer le risque qu'ils courent en prêtant. Logiquement, moins la note est bonne, moins le prêt est sûr et plus le créancier doit constituer des réserves pour se protéger. Cela génère des coûts, qui se traduisent par une hausse des taux auxquels ils prêtent, alourdissant le poids de la dette de l'emprunteur. Le phénomène est similaire à ce qui s'est passé au niveau des dettes souveraines grecque, espagnole, portugaise ou italienne.

Voilà pourquoi l'heure est à l'austérité plus qu'à la fête en Castille-La Manche. Pour s'extirper de cette spirale infernale, María Dolores Cospedal a en effet annoncé des coupes claires de près de 25% dans le budget de la région de 2 millions d'habitants. La santé et l'éducation sont en première ligne. « La situation des collectivités locales espagnoles est préoccupante car elles sont très endettées », analyse Norbert Gaillard, conseiller de la Banque mondiale et auteur d'un ouvrage sur les agences de notation.

Défauts aux Etats-Unis. « Il y a six mois encore, nous pensions que les régions parviendraient à améliorer leur situation. Mais les déficits acceptés ont été largement dépassés et les notes ont été dégradées de manière considérable », poursuit le spécialiste. Au point de craindre un défaut de paiement de certaines collectivités écrasées

par leurs dus. Une situation presque aussi sérieuse que celle des Etats-Unis.

Là-bas, dans le Connecticut, la petite ville de West Haven a par exemple fermé quatre bâtiments scolaires et licencié quatorze enseignants dans l'espoir de voir Moody's rehausser son rating (Baa1). « Le marché va nous punir pour la note que nous avons », confiait le directeur des Finances de West Haven à l'agence financière Bloomberg en novembre dernier.

Plusieurs collectivités américaines sont déjà en défaut de paiement. A l'instar du comté de Jefferson, 650 000 habitants, qui a fait banqueroute l'an passé. Tout comme le comté de Boise, la ville de Central Falls ou celle de Harrisburg.

02. Effet domino

Difficile de savoir si les Etats européens porteraient secours à leurs collectivités ou les laisseraient couler, à l'instar de ce qui se passe outre-Atlantique. La faiblesse dans laquelle ils se trouvent leur interdit en effet de creuser leur propre déficit. Un comble pour les collectivités européennes, puisque la mauvaise situation financière des Etats centraux est l'une des principales causes de la dégradation de leur note.

De fait, les agences les baissent quasi mécaniquement lorsque l'Etat dans lequel elles se trouvent voit sa note reculer. Ainsi, lorsque la note de la France sera baissée, celle de Paris reculera automatiquement, même si ses finances sont saines. En général, « une collectivité ne peut avoir une note supérieure à celle de l'Etat, car les liens financiers, institutionnels et économiques sont la plupart du temps très étroits », détaille S&P.

Une explication qui ne console guère édiles et contribuables des collectivités concernées. Car quelle que soit la cause de l'abaissement, le prix des emprunts, lui, augmente. « Avant la crise, le coût de l'argent était le même, que l'on soit noté AAA ou AA+ », observe Philippe Raimbourg, directeur du master en ingénierie financière de la Sorbonne et spécialiste de la notation des collectivités locales. « Mais aujourd'hui, nous sommes dans un climat de très grande tension sur les marchés financiers. Cela fait augmenter le coût de l'argent, même pour un émetteur noté AA. »

03. Sortie difficile

Dans son rapport sur les perspectives 2012 pour les communes et régions européennes, Fitch estime que celles-ci « devront couper les prestations de service pour maintenir des comptes satisfaisants ». Selon l'agence, jusqu'à présent, « les coupes dans les dépenses n'ont pas été suffisamment drastiques pour compenser le déclin des revenus ».

Un discours que certaines collectivités ne veulent plus entendre, au point de renoncer à toute notation. C'est le cas d'Aubagne, entrée dans le système il y a dix ans pour lever une soixantaine de millions d'euros en émettant des obligations. Depuis, la bourgade de 45 000 habitants a vu sa note chuter (BBB-) et vient de mettre un terme à sa collaboration avec Fitch.

« Pour avoir une bonne note, il faudrait ne plus investir et supprimer les services publics. En bref, adopter une politique à l'opposé de ce que veut cette ville (dirigée par un communiste, ndlr) », justifie Gilbert Payan, directeur des Finances. « Nous n'acceptons pas ce diktat. »

Dépendance. S'extraire du système est toutefois périlleux. « Les conséquences peuvent être très importantes du côté des marchés, qui interprètent les retraits de manière négative », note Philippe Raimbourg. Les taux auxquels le débiteur peut contracter un prêt tendent alors à s'envoler. Sans compter que les grandes villes, qui se financent souvent au travers d'obligations, ne peuvent tout simplement pas émettre sans être notées.

La baisse frappe villes et régions d'Europe de plein fouet

« Il y a une forme de dépendance. Si un agent économique entre dans la masse, il lui est très difficile d'en sortir. En ce sens, les agences jouissent en quelque sorte d'une rente », conclut Philippe Raimbourg. La bonne nouvelle pour celles-ci est que le nombre de collectivités notées en Europe, quasiment nul au début des années 90, ne cesse de progresser. Fitch compte aujourd'hui plus de 200 de ces clients sur le Vieux Continent, tout comme S&P, tandis que Moody's en affiche environ 125.

Linda Bourget [L'Hebdo](#). Suisse, le 4 janvier 2012.